

L'évolution de l'économie chinoise et les industries de la métallurgie (aluminium et acier) Quelques perspectives sur la situation et son impact sur le Québec

Le vendredi 1^{er} décembre 2006

Par Loïc Tassé

Depuis des siècles, la Chine étonne, séduit, inquiète. Son accession à l'OMC, son taux de croissance de près de 9% par année depuis 1980, la vitesse de son développement, sa puissance militaire, sont autant de facteurs qui font croire à certains qu'elle pourrait bien, d'ici quinze ans, non seulement devenir la plus grande économie de la planète, mais peut-être bien aussi remplacer les États-Unis comme principale puissance du monde. La part mondiale des exportations de la Chine devrait d'ailleurs bientôt surpasser celle des États-Unis.

L'économie de la Chine présente l'image d'un système hybride, à mi-chemin entre le capitalisme et le communisme. Les transactions entre les particuliers s'apparentent à celles des pays de libre marché, mais les entreprises importantes demeurent sous l'emprise du Parti communiste chinois. Ce contrôle s'opère, entre autres, par le biais d'entreprises nationales, de holdings financiers, de participations financières du gouvernement ou encore grâce au pouvoir occulte des membres du Parti qui occupent des positions clefs aussi bien dans les entreprises que dans l'administration publique.

Un paysage économique varié

Le paysage économique de la Chine est très varié. Les provinces côtières sont les plus riches. Parmi celle-ci, sept, qui n'occupent que 14% du territoire, regroupent 41% de la population, reçoivent près de 85% des investissements directs étrangers, sont responsables d'environ 90% du commerce extérieur et comptent pour plus de 60% du PIB.

Il est possible de distinguer quatre grandes zones économiques en Chine. Chaque zone compte environ 350 millions de personnes. La première zone est constituée des villes côtières riches. Le niveau de vie de la population y est semblable à celui des villes des pays industrialisés. La seconde zone est celle des zones entourant les villes riches ainsi que celle des grandes villes de l'intérieur du pays. Le niveau de vie y est plus bas et les entreprises polluantes ou à forte intensité de main d'œuvre commencent déjà à y relocaliser une partie de leur production. La troisième zone est celle des petites villes, des régions frontalières et des environs des grandes villes intérieures. Le niveau de vie y est bas et le gouvernement chinois tente de développer ces régions grâce à des politiques d'investissement massif dans les infrastructures. Enfin, les populations des campagnes qui entourent les petites villes affrontent souvent des conditions de vie pénibles qui s'apparentent à celles de pays sous-développés.

Une stratégie de développement industrielle soutenue

Cette répartition de la richesse découle de la stratégie de développement économique empruntée par la Chine depuis près de 30 ans.

À la fin des années soixante-dix, le gouvernement chinois a libéralisé le marché des produits agricoles, ce qui a entraîné le développement de diverses industries rurales. La Chine a aussi progressivement ouvert son marché intérieur et elle a augmenté ses exportations,

notamment grâce à la création de zones économiques spéciales et de villes ouvertes au commerce. Ces zones économiques spéciales et ces villes ouvertes étaient toutes situées sur la côte, ce qui a donné à ces régions un avantage concurrentiel important par rapport aux régions intérieures. Le gouvernement a d'ailleurs annoncé en 2006 une nouvelle politique de promotion à l'exportation de hautes-technologies fondée sur ces zones économiques.

Des problèmes importants existent

Le développement précoce des régions côtières a contribué à creuser les écarts entre les provinces et entre les villes. Dans un contexte de rareté des ressources, il a forcé le gouvernement central à des arbitrages difficiles entre les différents pouvoirs locaux. Certaines régions de la Chine, comme celles du Nord-est, sont demeurées plus longtemps sous le monopole des entreprises d'État, avec peu d'investissements privés, et ont stagné. À l'inverse, des provinces comme celle du Fujian ou du Guangdong, fouettées par les investissements massifs qui provenaient de la diaspora chinoise, ont prospéré.

La stagnation et la prospérité des diverses régions ont toutes deux accentué le problème de la corruption. Dans le premier cas, les dirigeants des entreprises d'État en faillite se sont servis de leurs relations dans les banques et dans le Parti communiste pour rééchelonner leur dette. Dans le second cas, des entreprises qui parfois se concurrençaient les unes les autres sur les mêmes marchés avec les mêmes produits, ont réussi à obtenir des prêts pour moderniser et agrandir leurs infrastructures sans véritable étude de rentabilité. Ce type de mauvais prêts est devenu à ce point grave qu'ils représenteraient entre 25% et 50% des crédits accordés par les grandes banques de l'État.

Les dirigeants chinois doivent aussi affronter d'autres graves problèmes. La détérioration de l'environnement, les pénuries d'eau, les besoins grandissants en énergie, le vieillissement de la population, le taux de chômage élevé, sont autant d'éléments qui assombrissent l'avenir de la Chine. Pour ne citer qu'un exemple parmi d'autres, 70% des lacs et des rivières ainsi que 95% des nappes phréatiques sont pollués. Le manque d'eau potable devrait entraîner d'ici quelques années le déplacement d'environ 150 millions de personnes qui deviendront des réfugiés écologiques.

Survol des quatre zones économiques

La Chine présente donc un portrait très contrasté. Le paysage de la première zone, plus élaboré, ressemble de plus en plus à celui des pays capitalistes développés. Cependant, cette ressemblance est très imparfaite. Par exemple, à la fin de 2005, 62% des actions cotées en bourses étaient non-négociables et contrôlées par l'État. C'est que les mesures libéralisation du marché sont considérées comme des instruments de réforme d'une économie souvent peu rationnelle et non pas comme un objectif en soit. De plus, suite à la résurgence récente du nationalisme économique, le gouvernement chinois a décidé de maîtriser entièrement les processus de fabrication de ses principaux produits. Le gouvernement a annoncé qu'il accélérerait le développement de nouvelles technologies. S'il n'en tient qu'aux dirigeants chinois, la Chine ne sera plus seulement l'atelier du monde, mais aussi un pôle de recherche, d'innovation et de développement pour l'industrie de demain.

La seconde zone est elle aussi en plein développement, mais l'État y intervient plus directement. Il cherche à harmoniser les actions entre les divers secteurs industriels. Cette intervention de l'État est particulièrement visible dans le secteur des matières premières. Il

désire en effet développer harmonieusement l'exploitation des matières premières tout en les mettant à l'abri de la compétition extérieure. Cette harmonisation demeure difficile. Ainsi, sur un total de 6 866 localités de développement économiques (appelées zones économiques spéciales, zones de développement, zones de hautes-technologies, etc.), le gouvernement a-t-il décidé d'en fermer 4 800, ce qui provoque beaucoup de mécontentement.

La troisième grande zone est dominée par l'industrie rurale. La condition de ceux qui s'y trouvent s'est en général beaucoup détériorée. Le gouvernement a décidé de diverses mesures d'aide à l'agriculture. Par exemple, en mars 2006, le gouvernement a décidé d'abolir les impôts agricoles, d'encourager les industries locales de transformation de produits et de lancer divers travaux d'infrastructures agricoles locaux grâce à des transferts de fonds massifs des provinces et du gouvernement central. De manière générale, l'agriculture poursuit une grande transformation, amorcée il a quelques années, vers une production intensive et extensive. Cependant, un exode rural massif fragilise cette transformation.

La quatrième zone est encore très peu développée. Le gouvernement y applique divers programmes d'alphabétisation et d'aide de toutes sortes. Cette région subit elle aussi un exode rural important, mais elle demeure très arriérée en regard du reste de la Chine.

Le secteur de la métallurgie

Le secteur de la métallurgie en Chine, comme plusieurs autres secteurs, subit d'immenses transformations qui sont dues tant à l'évolution mondiale des marchés qu'à l'évolution interne de l'économie chinoise.

De façon générale, le marché chinois des minéraux non ferreux est mené par deux facteurs. Premièrement, les gisements chinois connus sont en train de s'épuiser. Deuxièmement, il y a eu surinvestissement dans la transformation des minerais, qui génère une baisse des prix internes des minéraux transformés, alors que les prix des minéraux non transformés ont plutôt tendance à augmenter. Cette situation est particulièrement préoccupante dans le domaine de l'aluminium et du cuivre.

D'ici quelques années, la Chine manquera de 36 minéraux stratégiques sur 42. De plus, les 2\3 des mines chinoises sont en voie d'épuisement. Pourtant, en 2005, la Chine était le premier producteur mondial d'une dizaine de minéraux dont l'aluminium, le cuivre, le plomb, le zinc et le nickel.

Le gouvernement chinois, qui connaît depuis longtemps la précarité des ressources minérales du pays, a réorganisé à plusieurs reprises depuis le début des années '80 toute l'industrie minière du pays. Il a aussi consenti des efforts de prospection supplémentaires dans diverses régions chinoises et il a facilité l'acquisition de gisements à l'étranger par des entreprises chinoises. De plus, le gouvernement a décidé de se doter de réserves stratégiques de minéraux. En 2005, le gouvernement chinois a décidé d'injecter \$120 millions US supplémentaires pour soutenir la prospection en Chine, notamment pour la recherche de nouveaux gisements de plomb, de cuivre, de zinc et de bauxite. Le gouvernement chinois a aussi négocié avec succès des traités internationaux qui lui garantissent un accès privilégié à des gisements de minerais à travers le monde. Ainsi, le récent traité de libre-échange entre la Chine et le Chili facilite-t-il l'exportation du minerai de cuivre chilien en Chine. Près de 50% des importations de cuivre de la Chine proviennent du Chili.

Tous ces efforts semblent porter fruits. La dépendance chinoise à l'égard de plusieurs minéraux devrait se stabiliser, sinon diminuer.

Plus spécifiquement, l'industrie de l'aluminium chinoise devrait tendre à plus d'autonomie. De plus, si la croissance de l'économie chinoise se maintient, il est probable que les exportations chinoises d'aluminium diminueront au cours des prochaines années. Cette évolution provient des coûts de plus en plus élevés de l'électricité en Chine et de l'appétit insatiable de l'industrie de la construction chinoise pour les produits de l'aluminium. Des prix élevés pour l'alumine ainsi que le maintien de la croissance des industries automobiles et de l'aviation pourraient aussi contribuer à cette évolution.

Les industries chinoises de l'acier suivent une trajectoire différente de celle des métaux non-ferreux. Elles poursuivent leur consolidation et commencent à se positionner pour ouvrir des branches à l'étranger.

L'industrie de l'aluminium

Chinalco, la plus importante entreprise chinoise du secteur de l'aluminium, a été créée en 2001. Elle contrôle directement des compagnies industrielles, des instituts de recherche et de design, des compagnies de construction ainsi qu'une compagnie de commerce. La plupart des usines de l'entreprise sont situées dans les quatre provinces qui possèdent 90% des ressources de la Chine en bauxite. L'intégration verticale de plus en plus poussée de ses activités lui a permis de dégager en 2005 des profits de 875 millions de \$US, soit une hausse de près de 10% sur l'année précédente, et ceci malgré une baisse des prix de l'aluminium en Chine.

Un contexte difficile de surproduction

Le secteur de la transformation de l'aluminium chinois a connu une progression fulgurante depuis 25 ans. En 1980, la Chine ne produisait que 300, 000 tonnes d'aluminium. En 2005, sa production était de 10, 7 millions de tonnes. Pourtant, la même année, en 2005, le marché chinois n'est parvenu à absorber que 7,12 millions de tonnes d'aluminium. La Chine produit donc environ 25% de plus d'aluminium que ne le requièrent ses besoins.

Cette situation de surproduction s'explique par un accès trop facile des entreprises chinoises du secteur de l'aluminium au crédit bancaire et par une généreuse politique de ristourne fiscale de 18% pour les usines d'électrolyse.

La situation s'est aggravée récemment en raison de la forte hausse des prix de l'alumine, hausse que les autorités gouvernementales n'avaient pas prévue. Les prix de l'alumine vendue à la Chine sont passés de près de 200\$ la tonne en 2003 à 600\$ la tonne en 2005. En 2005, la Chine a importé environ 7 millions de tonnes d'alumine, soit près de 40% de ce qu'elle consomme. Selon des sources chinoises officielles, l'alumine représenterait environ 40% des coûts de production de l'aluminium.

Or, la surproduction d'aluminium en Chine a conduit les usines d'électrolyse chinoises à vendre leur production à perte. Pire, les prix de l'électricité ont décuplés, passant de 0,48 cent US le kilowattheure en 2003 à 4,35 cents US en 2004. Dans ces conditions de hausse des prix de l'alumine et de l'électricité ainsi que de chute des prix de l'aluminium sur le marché

chinois, il n'est pas surprenant de constater que 80% des usines d'électrolyse chinoises ont été déficitaires en 2005.

Les solutions du gouvernement chinois

Face à cette situation le gouvernement a adopté une série de mesures radicales.

Le gouvernement a d'abord forcé la fermeture des usines les plus petites, les moins rentables et les plus polluantes. Depuis deux ans, près de 75 usines d'électrolyse auraient été fermées et d'autres fermetures sont prévues jusqu'en 2007.

Le gouvernement a aussi imposé un certain nombre de mesures fiscales et réglementaires. En 2005, il a fait passer la ristourne de 15% aux usines d'électrolyse à 8% et il l'a abolie en 2006 pour les entreprises qui exportent du métal fini. Les autorités gouvernementales ont aussi décidé de limiter le crédit disponible aux producteurs d'aluminium et de réglementer davantage la construction de nouvelles usines d'électrolyse.

Le gouvernement a aussi décidé de favoriser l'acquisition et la fusion des entreprises chinoises du secteur, d'inciter les entreprises à construire des usines là où se trouvent des gisements de bauxite et là où les capacités énergétiques sont bonnes.

Cependant, les mesures les plus spectaculaires viennent des entreprises chinoises elles-mêmes. Sous l'égide de l'Aluminium Corporation of China, 20 d'entre elles ont formé à la fin de 2005 une alliance pour négocier les prix d'achat de l'alumine avec les principaux fournisseurs mondiaux, tels BHP Billiton, afin d'abaisser leurs coûts de production. De plus, les 23 principales usines d'électrolyse qui représentent 60% de la production ont décidé en mars 2006 de diminuer de 10% leur production.

Le gouvernement chinois a aussi incité les entreprises chinoises à produire davantage d'alumine. La production chinoise d'alumine devrait passer de 8,5 millions de tonnes en 2005 à 11 millions de tonnes en 2006. Mais entre 2005 et 2010, c'est d'une capacité de production totale de 16,8 millions de tonnes que la Chine espère se doter.

L'aluminium chinois et le marché extérieur

Selon les autorités chinoises, les exportations chinoises d'aluminium devraient cesser vers 2010 puisqu'à ce moment, et en dépit des augmentations de la capacité de production, le pays devrait importer environ 600 000 tonnes de ce métal. Le gouvernement chinois semble surtout rechercher l'autonomie dans ce secteur puisque l'industrie aluminium utilise 4,4% des ressources en électricité du pays. Or, même s'il y aura davantage d'électricité disponible sur le marché chinois au cours des prochaines années, les coûts d'opérations des usines d'électrolyse demeurent très élevés. Pechiney estimait en 2002, avant les hausses de prix de l'électricité, que les coûts d'opération des usines d'électrolyse en Chine étaient environ 50% plus élevés qu'en Occident.

Cependant, si les entreprises chinoises n'exporteront probablement pas beaucoup à partir du sol chinois, elles pourront le faire à partir d'autres pays. Chalco a en effet des projets d'expansion dans divers pays. Elle a conclu une entente pour la construction d'une usine d'alumine au Brésil avec Vale do Rio Doce. Cette usine de 1 milliard \$US devrait produire d'ici quelques années 7,2 millions de tonnes par an. Chalco devrait construire à partir de 2009

une usine d'alumine dont la capacité initiale sera de 2 millions de tonnes par an. En Inde, la compagnie sichuanaise Aostar investit 440 millions de \$US pour la construction d'une usine d'alumine d'une capacité d'1 million de tonnes.

Perspectives sur le développement de l'industrie de l'aluminium en Chine

Le gouvernement chinois prévoit que les besoins d'aluminium du pays atteindront 14,4 millions de tonnes en 2010. Il se pourrait que les besoins en aluminium de la Chine soient plus élevés encore que ce que prévu. Les industries automobiles et aéronautiques chinoises sont en pleine expansion et, de manière générale, la croissance de l'économie chinoise est plus rapide qu'anticipée.

Les autorités chinoises ont demandé aux entreprises du secteur des métaux non-ferreux, incluant l'aluminium, d'investir davantage dans la recherche et le développement. Les investissements en recherche et développement devront d'ici 2010 représenter 1,5% de revenus annuels de l'industrie des métaux non-ferreux (137,5 milliards de \$US en 2006) et passer à 2,5% de revenus en 2020. Ces investissements doivent permettre aux entreprises de développer leurs propres technologies afin de ne plus dépendre des technologies occidentales. Depuis 5 ans, l'industrie de l'aluminium a déjà investi 370 millions de \$US dans les 5 nouvelles technologies.

L'un des maillons faibles de l'industrie l'aluminium en Chine se situe dans les coûts de l'énergie. Il ne semble pas que le pays puisse abaisser les prix de l'électricité dans un avenir prévisible. Par conséquent, la croissance de la production reposera en grande partie sur les innovations technologiques. Néanmoins, la mauvaise volonté que les autorités locales mettent souvent à suivre les directives de modernisation et de coupures de production pourrait retarder les plans de rationalisation de la production au-delà des échéances prévues. Pire, ce manque de discipline pourrait hausser l'offre d'aluminium sur les marchés intérieurs et extérieurs à travers des réseaux de vente et de distribution plus ou moins officiels.

En fait, si une décroissance de l'industrie de l'aluminium devait survenir, elle proviendrait probablement davantage d'un recul de la croissance mondiale que d'un ralentissement de l'économie chinoise provenant de l'intérieur. Cependant, des risques de dumping des prix de l'aluminium dans le marché chinois et dans des marchés extérieurs demeurent présents dans la mesure où les autorités centrales ne parviendraient pas à implanter à temps leurs plans de modernisation et de rationalisation de l'industrie.

L'industrie de l'acier

La Chine est depuis 1996 le plus grand producteur d'acier au monde. Le pays est responsable du tiers de la production mondiale d'acier. La production chinoise augmente depuis plusieurs années à un rythme vertigineux : 25% pour 2005 et 19% en 2006. Les exportations d'acier de la Chine augmentent encore plus rapidement. Durant les neuf premiers mois de 2006, les exportations ont atteint 28,59 millions de tonnes, soit une hausse de 81% sur l'année précédente. La moitié des exportations chinoises d'acier est destinée aux États-Unis, à l'Europe et à la Corée du Sud. Les importations d'acier sont en chute. En septembre 2006, elles avaient diminué de 29,3% par-rapport à la même période dans l'année précédente.

Trois raisons principales expliquent ces résultats exceptionnels. La première est que suite à plusieurs années de modernisations, les aciéries chinoises sont devenues très

compétitives. Elles produisent des aciers diversifiés, de qualité avec des technologies très modernes. Deuxièmement, les prix internationaux sont plus élevés que les prix chinois dans une fourchette entre 100 à 150\$US la tonne. Ces bas prix internes sont le résultats de divers facteurs tels la surproduction de certains aciers, la productivité accrue des aciéries ou encore les avantages fiscaux consentis par divers paliers de gouvernement. Les prix de l'acier sur le marché interne ont diminué de 11,9 % durant les 6 premiers mois de 2006. Enfin, troisièmement, les aciéries chinoises jouissaient jusqu'à récemment d'une réduction de taxe de 11% sur les produits destinés à l'exportation.

Conscient des risques d'accusation de dumping contre l'industrie chinoise de l'acier, notamment de la part de l'industrie américaine de l'acier, le gouvernement chinois a décidé d'imposer des tarifs de 10% à l'exportation pour 27 produits de l'acier et de faire passer la détaxe générale sur les produits de l'acier de 11% à 8%. Le gouvernement chinois a aussi demandé aux entreprises de l'acier de diversifier davantage leur marchés d'exportation. Cette diversification passe aussi par l'implantation ou l'achat d'aciéries à travers le monde, et des négociations sont en cours, en particulier en Inde ou dans certains pays africains. Enfin, le gouvernement entreprend ce mois-ci des négociations à grande échelle avec les grands producteurs mondiaux de minerai de fer pour conclure des ententes sur les prix.

Ces mesures s'ajoutent à une grande réorganisation de l'industrie de l'acier en Chine qui a été entreprise depuis plusieurs années. En effet, le marché chinois de l'acier est très fragmenté. Les dix plus grandes compagnies chinoises de production d'acier ne contrôlaient en 2005 que 34,7% de la production d'acier en Chine, soit une légère baisse de 0,3% par rapport à l'année précédente.

Le gouvernement tente de forcer la fusion entre les entreprises chinoises de l'industrie de l'acier pour obtenir de meilleures économies d'échelle, notamment au niveau de l'énergie. Ces mesures ayant eu un succès mitigé jusqu'à présent, en particulier en raison de la mauvaise volonté de plusieurs gouvernements locaux à fermer les petites aciéries, le gouvernement central tente maintenant de restreindre l'approvisionnement en minerai de fer des petites usines. Ainsi, le gouvernement central a-t-il obligé les importateurs chinois de minerai de fer à fermer ou à fusionner, si bien qu'en 2005, leur nombre est passé de 119 à 99.

Il faut donc s'attendre à ce que les prix de l'acier sur le marché chinois demeurent plus bas que les prix internationaux tant que la consolidation de ce secteur n'aura pas été achevée. Entre temps, les entreprises chinoises de l'acier pourraient tenter de vendre leurs produits de manière plus agressive sur les marchés des pays en voie de développement.

Impacts sur le Québec

L'impact du développement de l'économie chinoise dans les secteurs de la métallurgie, est varié. Des problèmes pourraient cependant survenir dans la mesure où les industries chinoises parviendront à produire en dehors du territoire chinois, non seulement pour alimenter le marché de la Chine, mais aussi celui d'autres pays.

Il faut s'attendre à ce que les produits qui coûtent chers en énergie et en matières premières soient de moins en moins exportés par la Chine. Bien que de manière générale, le pays n'ait pas renoncé à ses objectifs d'autonomie, surtout s'il s'agit de produits stratégiques, le gouvernement cherche de plus en plus à optimiser sa structure industrielle en fonction des coûts de l'énergie et des matériaux ainsi qu'en fonction des prix de vente des produits sur les

marchés internationaux. Il ne serait donc pas étonnant que la concurrence de la Chine dans certains secteurs s'estompe, tandis que d'autres pays, en Asie, en Afrique ou en Amérique latine, prendront le relais de la production et de l'exportation.

Pour le moment, le Québec est relativement protégé contre les surplus de production chinois par la croissance effrénée du marché intérieur de la Chine. Mais ce marché continue à se consolider et à se fortifier. Il est à prévoir que les variations entre l'offre et la demande en Chine même affecteront de plus en plus les marchés internationaux, y compris le marché du Québec, dans la mesure où les surplus pourraient avoir tendance à être de plus en plus souvent écoulés sur ces marchés internationaux. À plus long terme, la croissance de la production en Chine même pourrait permettre aux entreprises chinoises de s'ériger en oligopsones et en oligopoles à l'échelle mondiale dans plusieurs secteurs.

Toute la question consiste à savoir dans quelle mesure la nouvelle insertion de la Chine dans l'économie mondiale fournira aux pays qui commercent avec elle des opportunités d'exportations équivalentes aux parts de marché mondial qu'elle accapare.

Les provinces chinoises et leur mauvaise volonté tolérée, pour ne pas dire parfois encouragée, à ne pas suivre les mesures de rationalisation du gouvernement central, la pression des populations pauvres de la Chine pour augmenter leur niveau de vie, la structure cachée de l'aide gouvernementale aux entreprises, pour ne citer que quelques exemples, sont autant de facteurs qui incitent à penser que les entreprises chinoises vont poursuivre leur offensive de marché tout azimut. Il apparaît improbable que les autorités chinoises ouvrent réellement leur marché de manière proportionnelle à l'expansion que les entreprises chinoises prennent sur les marchés extérieurs.

Et quand bien même les autorités chinoises ouvriraient leur marché davantage, dans un secteur où la demande local existe, les entreprises québécoises, en particulier les PME, sont en général très mal préparées à conquérir ce marché.

Conclusion

Dans ce contexte, l'économie du Québec doit s'attendre à subir l'assaut d'une succession de vagues de produits chinois et ce, dans tous les secteurs. Ces produits pourraient d'ici quelques années provenir non seulement du territoire chinois, mais aussi de divers pays où les entreprises chinoises sont en train de s'établir. Dans un avenir prévisible, les avantages que l'économie québécoise va retirer de l'entrée d'entreprises d'ici sur le marché chinois pourraient ne pas compenser pour les pertes subies par la pénétration des entreprises chinoises sur le marché québécois.

On peut envisager la Chine comme un vaste chantier qui depuis près de trente ans a été géré avec succès. Depuis quelques années, le gouvernement a entrepris un nouveau chantier, celui de son commerce extérieur. Bien qu'il soit trop tôt pour porter un jugement sur le succès de ce nouveau chantier, les résultats que la Chine y obtient augurent bien. Par exemple, la diplomatie pétrolière de la Chine commence à porter fruit. Ses exportations ont augmentées et le pays s'impose de plus en plus comme le pôle économique de la région asiatique, bien avant l'Inde et en rivalité avec le Japon. D'autre part, les pays d'Afrique et d'Amérique latine sont en train de devenir des pourvoyeurs de matières premières pour la Chine qui y exporte année après année une quantité exponentielle de biens manufacturés.

En fait, en dépit de certains chiffres alarmants, il semble que la Chine continuera à progresser assez bien dans les prochaines années. La mainmise du Parti communiste chinois sur la politique et l'économie du pays atténue les dangers de dérive. Si des problèmes doivent survenir, ils proviendront plus de la réaction négative de marchés extérieurs que de l'évolution du marché intérieur chinois. Le gouvernement chinois, qui connaît bien ce danger, a décidé en 2006 de limiter à 2% les baisses de prix de produits exportés par-rapport aux coûts de production. Pourtant, il se pourrait que le marché chinois devienne plus incertain après 2010, alors qu'une nouvelle génération de dirigeants chinois parviendra au pouvoir.

D'ici là, en raison des prévisions de ralentissement de plusieurs économies occidentales et afin de calmer les inquiétudes de certains investisseurs liés aux mauvais prêts bancaires, divers spécialistes chinois ont commencé à expliquer comment l'économie chinoise pourrait poursuivre sa croissance en dépit d'un ralentissement de l'économie mondiale.